www.monde-libertaire.fr

LE MONDE LIBERTAIRE

N 11
du 29 mars au 4 avril 2012

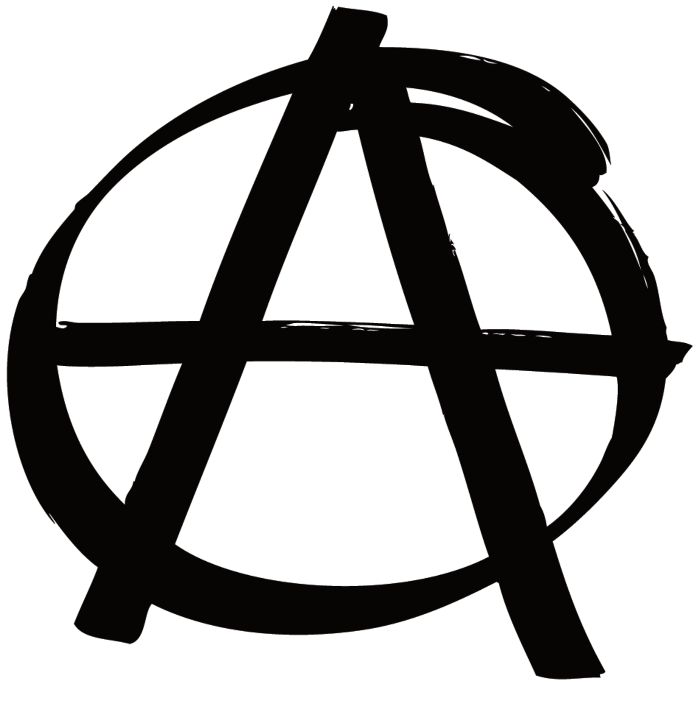
Supplément gratuit au *Monde libertaire* n°1666

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste

Editorial

Ils sont partout à la fois et pourtant insaisissables. Ils frappent quand ils veulent, où ils veulent, comme ils veulent. Ils disposent d'une multitude d'armes et savent s'en servir. Leur action criminelle est dévastatrice et frappe sans discernement hommes, femmes et enfants, peu importe leur origine ethnique, leur confession religieuse, leurs opinions politiques. Elle dépasse même de très loin le palmarès des pires tueurs dont la chronique judiciaire rappelle les noms de temps à autre. Car eux savent manipuler les masses et jeter les peuples les uns contre les autres afin de tester les dernières inventions mortelles nées de leur cerveau malade. Pourtant, les hécatombes se succèdent et l'impunité triomphe. Il faut dire qu'ils n'agissent pas au hasard ni sans raison. Ils appartiennent au cercle restreint du crime organisé. Côte à côte, les obsédés du pouvoir et les maniaques des chiffres agissent de concert ; le rôle des uns et des autres est complémentaire, et chacun sait se protéger, isolément et mutuellement, afin de n'être jamais inquiété. Leur capacité de nuisance est illimitée. La peur, la détresse, la rage qu'ils plantent dans le cœur de milliards de personnes, ne remontent jamais jusqu'à eux. Car ils savent distraire par quelques drogues – religions, télévision – leurs victimes. Ce sont les ennemis publics numéro 1. Et malgré les rodomontades des candidats à la moralisation du capitalisme ou à l'assainissement de l'État, rien n'y fait : ces deux derniers courent toujours.

QUE NOS DÉSIRS SOIENT DES RÉALITES



LUNDI DE LA SEMAINE DERNIÈRE, il y avait du bruit et du monde près de la station de métro Varenne, à Paris. C'était à l'angle de la rue de Grenelle et du boulevard des Invalides. On appelle ça « le quartier des ministères », c'est près des Invalides et de l'ambassade de Pologne (l'ambassade du Chili est un peu plus haut vers la station Ecole-Militaire…). C'était rempli de journalistes et d'ouvriers du Livre. Banderoles, ballons et moult pétards pour montrer que celles et ceux de *Paris-Normandie* voulaient prendre langue avec les pouvoirs publics. Plus précisément, le ministre du Travail devait rencontrer le Syndicat national des journalistes (SNJ) et les travailleurs du Livre CGT (Filpac).

En attendant le retour de la délégation, salariées et salariés du Groupe Hersant Média (GHM, c'est-à-dire *Paris-Normandie*, *Le Havre libre*, *Le Havre presse* et *Le Progrès de Fécamp*) alternaient slogans revendicatifs et musique entraînante pour protester contre le plan social (*sic*) qui vise à supprimer 112 postes sur 305 (voir *Le Monde libertaire* n° 1663). Les syndicats réitèrent leur demande de négociations avec la direction du groupe Hersant qui joue la chaise vide. Résultat : jusqu'au 11 avril, où le tribunal se prononcera sur une éventuelle liquidation, il y aura grève chaque lundi à *Paris-Normandie* !

Donc, dès le lendemain (mardi 20 mars, premier jour du printemps), les quatre quotidiens d'Hersant étaient « *absents des kiosques* ». Solidarité de la presse quotidienne régionale : *Var-matin*, *Nice-matin* et *Corse-matin* (également propriétés du Groupe Hersant Média) ne sont pas sortis des presses. Grève aussi au *Télégramme* de Brest et beaucoup d'arrêts de travail. Voir les syndicats de journalistes et les ouvriers du Livre coude à coude doit surprendre le patronat et les pouvoirs publics. Le temps n'est certes pas à l'estocade mais l'arrêt des divers plans de licenciement serait le premier pas d'une riposte syndicale. Au printemps, il faut prendre ses désirs pour des réalités ! Alors, au boulot, et tous en grève pour une société plus juste : égalitaire et libertaire.

Sitting Bull

Outsider

En quelques jours, un type venu de nulle part est parvenu à justifier toute l'inflation sécuritaire qui, avant les tueries de Montauban et de Toulouse, nourrissait encore une certaine défiance de l'opinion publique. Cet homme, qui a désormais acquis la notoriété d'un Khaled Kelkal[1] ou d'un Richard Durn[2], par son irruption sanglante et inopinée dans l'actualité, a concentré toute l'attention médiatique et recentré, par voie de conséquence, tout le débat politique, à un mois du premier tour de l'élection présidentielle.

Ce qu'il a fait est ignoble, impardonnable, et les médias de masse ont été suffisamment prolixes – prolixes jusqu'à l'écœurement –, pour que nous éprouvions le besoin d'y revenir. Rien ne justifiait l'exécution de sang-froid de sept personnes, adultes et enfants confondus. On se sent une obligation de devoir préciser cette évidence, de peur d'être basculé du côté des assassins. Car, dans le climat actuel, la critique peut vite passer pour une complaisance complice.

Une menace imprécise, et terrible dans son imprécision, s'est incarnée dans le périple meurtrier d'un jeune homme dont le profil, s'il intéressait les services de police et de renseignement, n'augurait rien, nous dit-on, de ses résolutions finales. Mohammed Merah, en digne, quoique inconscient, adepte du clivage cher à certains de nos édiles politiques, a tracé une ligne de partage qui tient en un mot : fermeté. Et l'estime de chacun dépend de sa position – ou plutôt de sa posture, car les temps électoraux sont, plus que jamais, ceux de la représentation – par rapport à cette « fermeté » qui ira loin, n'en doutons pas.

Déjà, au cours de cet incroyable siège de plus de trente heures, les conversations du café du commerce allaient bon train. Pour bon nombre de « compatriotes », l'affaire était entendue : une rafale pour ce chien, cet assassin de gosses, et sa tête au bout d'une pique. Les armes du Raid sont finalement venues à bout du « forcené » retranché, seul, dans son appartement. Les partisans de la justice expéditive estimeront que c'est trente heures de trop. Les autres se diront qu'en s'y prenant autrement, on aurait pu capturer Merah vivant.

Mais non, on s'y est pris de telle façon que celui qui n'était alors que suspect des tueries, sorte les pieds devant. Merah est ainsi allé rejoindre Kelkal, autre « ennemi public n° 1 » abattu, seul, près d'un arrêt de bus, et Durn, défenestré du quatrième étage de la brigade criminelle, quai des Orfèvres, peu après son arrestation. Chacun est mort avec sa vérité, une vérité qu'il aurait fallu connaître pour comprendre. Mais les morts ne parlent pas, et les vérités s'édifient en dehors d'eux.

La « vérité » de Mohammed Merah ranime le souvenir de Khaled Kelkal. On n'a pas encore tout entendu, mais ce qui a été dit est d'ores et déjà cousu d'un solide gros fil : l'itinéraire d'un enfant des banlieues tombé dans la petite délinquance et entré, en prison, dans le fondamentalisme islamique comme d'autres entrent dans les ordres. Tous les ingrédients chers à la rhétorique du Front national sont ainsi réunis. Il n'est d'ailleurs pas impossible que le candidat sortant, avec une aile droite regonflée à bloc, remporte l'élection présidentielle au *finish* après que la gauche ait, comme d'habitude, glissé sur la nappe d'huile sécuritaire.

Mais trêve d'anticipations saugrenues. Pour l'heure, l'affaire Merah ouvre la voie aux propositions politiques, et il est clair qu'elle permettra de réactiver, comme en 1995, un Plan Vigipirate dont le principal effet consiste à relativiser la valeur et l'étendue des libertés publiques.

Mais qui saura la part de désespoir qui a changé un gosse d'une vingtaine d'années en machine à tuer ? Fruit d'une époque dépourvue de pitié et de justice, où la richesse est volée à ceux qui la produisent, où la protection ne vaut que pour les voleurs patentés, le désespoir pourrit le cœur de millions de perdants et fera se lever d'autres Kelkal, d'autres Durn, d'autres Merah. Qu'ils aient perdu leur jeunesse en prison – triste couveuse de désespérés –, que leur esprit se soit asséché dans les déserts de béton au pourtour des villes opulentes, que leurs illusions aient lentement disparu au contact des professionnels de la politique…

Nous maudissons cette époque parce que nous savons la part de désespoir qu'elle sème et les moissons funestes qu'elle prépare pour l'humanité. Cette prise de conscience nous a conduit à la révolte, à la confrontation avec ce système producteur de misères, à la solidarité dans cette lutte opiniâtre. Notre révolte est une exaltation de la vie. Et c'est la seule qui vaille.

Stéphane
Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

1. Khaled Kelkal, membre du GIA, fut impliqué dans la vague d'attentats commis en France, et notamment à Paris, au milieu des années 1990. La chronique judiciaire a retenu de son parcours de jeunesse un séjour de quatre ans en prison, au cours duquel il aurait eu ses premiers contacts avec le milieu islamiste radical.
2. Richard Durn était un militant écologiste et membre de la Ligue des droits de l'homme. Dans la nuit du 26 au 27 mars 2002, présent lors d'une séance tardive du conseil municipal de Nanterre, il se lève et tire en direction des élus. Bilan : huits morts et dix-neuf blessés.

Front de gauche et *tutti frutti*

La nostalgie, camarades !

Avec Jean-Luc Mélenchon et son Front de gauche, nous assistons à un retour sur la scène politique d'une gauche rouge foncé, et qui est la surprise du moment. Cela dit, il faut se méfier des surprises : le NPA a déjà fait les frais des prétendues intentions de vote à son égard, il y a cinq ans… Et tous les journalistes nous juraient que le sujet sécuritaire serait LE sujet de ces élections…

Politiquement, le Front de gauche a réussi à effacer un Parti communiste qui n'existait plus, et à rassembler des groupements hétéroclites qui fleurent bon l'époque où les Marx brothers dominaient le haut du pavé : communistes orthodoxes et hétérodoxes, socialistes et trostkystes en rupture de ban, maoïstes (!), et quelques écologistes et décroissants, syndicalistes ou associatifs. Cette alliance constitue l'occasion, pour un tribun qui laisse sans voix les formations NPA et LO, de revenir sur des conceptions classiques pour ces courants d'idées.

Feuilletez la brochure *L'humain d'abord* : tout y est, et même le reste ! Et que je te régularise les sans-papiers, que je t'abroge des lois dégueulasses, que je combat le patriarcat, que j'interdis les sectes, que je créé des régies pour lutter contre l'omnipotence des sociétés privées, et que j'augmente le Smic à 1 700 euros, que je réquisitionne les logements et que je te plafonne les loyers, et que je te réquisitionne des entreprises, et… un vrai catalogue.

Alors, évidemment, moi, quand quelqu'un s'en prend à la femme dont le seul prénom me donne la nausée (je suis sujet au

mal de mer), alors que tous les autres ténors font les morts quand ils ne la courtisent pas, çà a tendance à me contenter. M'enfin, bon. Je suis bien obligé de réfléchir un peu à ces conceptions, ces paroles, ces postures… de ce tribun. Parce qu'enfin, les grands rassemblements où l'on applaudit un homme à poigne, un leader d'opinion… ça me fait penser que ça ne va pas dans le sens de l'autonomie individuelle. Une gauche qui fait encore et toujours appel à l'Etat pour mettre en place ses réformes et faire reculer les capitalistes, ça ne va pas dans le sens d'un autre futur en rupture avec ce qui s'est déjà expérimenté bien des fois, dans le passé. Une organisation qui penche sévèrement vers le culte de la nation, décidemment, j'ai du mal à m'y faire. Une gauche, enfin, qui met la barre haut pour contrer le capitalisme, mais qui ne veut pas l'abolir (« taxer les profits », ce n'est pas socialiser les outils de travail), et qui ne pose pas la question du rapport de force dans un contexte d'expropriation des capitalistes, me fait penser que cet admirateur de Mitterand n'est peut-être que la répétition d'une histoire récente qui a déjà fait son procès au communisme d'Etat.

Mais le meilleur moyen de limiter cette résurgence de la gauche souverainiste et étatique, c'est encore de relever le gant et de se mettre en position de progresser dans les luttes et dans les esprits. Car la candidature Mélechon nous montre aussi qu'il existe une foule de gens qui se battent et cherchent des voies pour sortir du *no future* du capitalisme. Notre responsabilité est donc engagée puisque nous n'avons pas construit l'alternative aux gauches de gouvernement. Le socialisme libertaire, c'est ça qui est nouveau et qui devrait nous lancer à l'assaut des montagnes ! Alors, qu'est ce que j'vous sers ? un coup de rouge ou un petit noir ?

Daniel

Groupe Gard Vaucluse
de la Fédération anarchiste

Autocollant disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Pour ceux n'habitant pas Paris, ils peuvent envoyer un chèque à l'ordre de « Publico » à l'adresse ci-dessus. 1,50 euros les 50 autocollants !

La France prend l'eau de Vichy

Pardon de me citer. Dans mon livre *Aphorismes subversifs et réflexions sulfureuses*[1], je me permettais de persifler lourdement, en évoquant la France profonde : « *Tant va la cruche à l'eau de Vichy qu'à la fin elle s'y habitue !* » C'était en 1999, sous la gauche façon Jospin, et les mauvaises manières avaient déjà force de loi. Sans doute pour ne pas laisser le terrain libre à une droite revancharde, désireuse de reconquérir le Château.

Nous vivons au pays des droits de l'homme. C'est bien connu. Notre Constitution en fait foi. Alors, ne surtout pas dire que notre belle démocratie prend l'eau de toutes parts. Particulièrement, dans le domaine social, singulièrement réduit en charpie depuis quelques années. Expliquer que la République une et indivisible ressemble de plus en plus à l'État de Vichy, dirigé par l'équipe Pétain/Laval, peut conduire l'insolent devant les tribunaux, pour diffamation. Et pourtant... Si, à Vichy, on prônait le retour à la terre, il en va de façon caricaturale avec la valeur travail, proclamée depuis l'Élysée, centre de la liberté réduite, de l'égalité égarée et de la fraternité bafouée. On célèbre la valeur travail alors que, dans le même temps, il n'y a jamais eu autant de chômeurs et de précaires dans ce beau pays de France qui prétend donner des leçons au monde entier. Le mode de gouvernement est de plus en plus rigide, et les prisons d'autant plus encombrées que l'on ne cesse de célébrer le culte de la victime. Au sommet de la pyramide du pouvoir, le Chef prétend être l'élu du peuple, alors qu'il est surtout l'émanation d'un « populo » ayant perdu ses repères.

L'Étranger... voilà l'ennemi !

Depuis le début des années trente, avec le court intermède du Front populaire, la stigmatisation de l'étranger allait s'imposer comme mode de gouvernement. Tout au long de ces années, les expulsions de travailleurs étrangers ne feront que se multiplier. Le summum de cette politique du rejet culminant avec les décrets-lois mis au point par le gouvernement d'Édouard Daladier, le 2 mai 1938. Dans ces textes xénophobes, il y aura, entre autres mesures, l'instauration de quotas de travailleurs étrangers. Parallèlement, la chasse était ouverte contre ceux qui se permettaient de venir manger – sans y avoir été invités explicitement – le bon pain blanc des Français.

Renforcés en novembre 1938, ces décrets-lois scélérats envisageaient même, très explicitement, l'internement dans des camps de concentration. Le premier de ces centres de loisirs républicains étant situés à Rieucros, dans l'Ariège. Très près de cette frontière d'Espagne où la victoire de Franco se précisait de jour en jour. La prochaine défaite de la révolution espagnole était durement ressentie par les centaines de milliers de travailleurs étrangers vivant en France, parmi lesquels nombreux s'étaient engagés dans le combat contre le fascisme. Ceux qui en reviendront seront placés sous la surveillance étroite de la police grâce aux fichiers réalisés depuis la constitution des Brigades internationales.

Après la défaite de 1940 et l'arrivée au pouvoir, à Vichy, d'un gouvernement à la solde des nazis, la marginalisation des étrangers sera de plus en plus à l'ordre du jour. Les mesures déjà prises par un gouvernement républicain avaient préparé de durs lendemains.

Dès l'arrivée de Pierre Laval aux manettes, le 10 juillet 1940, la politique du gouvernement sera délibérément xénophobe, prenant la suite, en les aggravant, des décrets-lois Daladier. La première offensive, très visible, contre les parias habituels se manifestera, le 27 septembre 1940, par une loi « *relative à la situation des étrangers en surnombre dans l'économie nationale* ». Il n'est pas inintéressant de rappeler que ce texte, rédigé sous la houlette de Pétain, était contresigné par le secrétaire d'État au travail : le renégat René Belin, ancien dirigeant de la CGT.

Une loi qui pourrait être d'actualité

Examinons les principaux articles de cette loi qui ne pouvait que conforter les associations d'anciens combattants, ainsi que cette inévitable masse qui « ne faisait pas de politique », tout en s'extasiant devant la fière figure du vainqueur de Verdun. En ce mois de septembre 1940, on commençait à souffrir des restrictions mais la perspective de se séparer des étrangers ne pouvait que satisfaire les crétins, et les consoler de la récente défaite des armées françaises. Désormais, l'ennemi héréditaire était représenté par ces hordes métèques que l'on avait laissé envahir la France. Quelques extraits de cette loi du 27 septembre 1940 sont particulièrement

significatifs, et nous renvoient à cette immigration 2012 qui serait à l'origine des difficultés économiques de la France.

« Article I. Les étrangers de sexe masculin, âgés de plus de dix-huit ans et de moins de cinquante-cinq ans pourront, aussi longtemps que les circonstances l'exigeront, être rassemblés dans des groupements d'étrangers, s'ils sont en surnombre dans l'économie nationale, et si ayant cherché refuge en France, ils se trouvent dans l'impossibilité de regagner leur pays d'origine. Sous réserve des formalités réglementaires, ils conservent la faculté d'émigrer dans un pays étranger.

Article II. Les groupements d'étrangers sont placés sous l'autorité du ministre de la Production industrielle et du Travail, qui fixe les règles de leur emploi et les met, s'il y a lieu, à la disposition d'employeurs.

Article III. Le ministre de l'Intérieur qui pourra — à cet égard — déléguer ses pouvoirs aux préfets, désignera les étrangers appelés à faire partie des groupements définis à l'article I.

Article IV. Les étrangers affectés à ces groupes ne percevront aucun salaire. Ils pourront recevoir, éventuellement, une prime de rendement. Leurs familles bénéficieront d'allocations, dans des conditions qui seront fixées par décret [...]. »

Rapidement, après que cette loi avait été décrétée, plusieurs dizaines de ces camps de travail devaient être édifiés dans la zone non occupée, que les bons esprits s'obstinaient à qualifier de « France Libre ». Les quelque 40 000 étrangers indésirables, désormais enfermés, sous la haute surveillance de pandores haineux, allaient faire partie de ces Groupements de travailleurs étrangers (GTE) et livrés au travail quasi forcé. Comme il convenait d'être performant, dans la France de Vichy, et avant que les autorités nazies ne l'aient demandé, le « tri » était effectué, au sein de ces groupes d'exclus, pour y repérer les Juifs étrangers, qui seront regroupés – ne riez pas – au sein de compagnies dites « palestiniennes ». Ces derniers feront partie, deux ans plus tard, des convois expédiés au camp de Drancy, avant d'être déportés vers les camps de la mort.

Les vieux réflexes xénophobes sont loin d'avoir disparu

Fort heureusement, les situations ne sont plus les mêmes. À l'automne 1940, les nazis inspiraient les lois de Vichy, servilement appliquées par des fonctionnaires désireux de se distinguer. Il est donc nécessaire de noter qu'en 2012, la France n'est pas sous la botte hitlérienne. Ce qui n'empêche pas nos gouvernants de retrouver les vieux réflexes xénophobes et racistes, pour ne pas laisser le champ libre aux humanistes du Front national. Avec ce refrain bien connu : il faut réserver le travail aux vrais Français de France. Il en va de même pour les étudiants étrangers, priés rudement de quitter le territoire national au terme de leur cursus universitaire. Le doux Claude Guéant étant chargé de faire place nette.

En 1940, on enfermait les « métèques ». En 2012, on les expulse ! Dans l'un et l'autre cas, la volonté de marginaliser, puis d'exclure, dicte le comportement de « nationaux » qui ne cessent de faire de la surenchère pour faire le ménage au pays qui se flattaient, jadis, d'être le champion du droit d'asile. En 2012, comme en 1940, la politique du chiffre doit convaincre les bons Français que la France doit convaincre les bons Français que la France doit se protéger des hordes étrangères. C'est ainsi qu'en décembre 2011, le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, annonçait triomphalement que 33 000 sans-papiers avaient été dégagés du sol sacré de la patrie. Rien n'aurait donc changé. Grave erreur. En septembre 1940, il était prévu d'interner des hommes. Pas les femmes et les enfants, comme cela se pratique tranquillement dans les centres de rétention de la République ; malgré la condamnation morale de la Cour européenne des droits de l'homme, horrifiée de telles pratiques. Qu'importe, Nicolas Sarkozy reste droit dans ses bottes, persuadé d'agir fortement pour le plus grand bien des beaufs qui peuplent ce pays.

Au-delà, le regroupement des familles est remis en cause. Cela contrairement à toutes les valeurs humanistes dont se revendiquent le président de la République et ses séides. Il va de soi que lorsque l'Étranger est considéré comme un ennemi possible – une taupe potentielle, finalement –, on ne va pas lui faire la moindre concession, en lui permettant de faire venir sa femme en France. Surtout si elle n'arrive pas à s'exprimer convenablement dans la langue du pays de l'ancien colonisateur. Et puis, pourquoi ne pas exiger des travailleurs immigrés qu'ils connaissent les articles de la Constitution et les couplets de *La Marseillaise*, en prime ? Il n'est pas encore question de doter d'un signe distinctif ceux qui ont l'audace de n'avoir pas la peau colorée, bien que venus de loin. Il faut faire confiance à nos xénophobes, mâtinés de racisme impénitent, pour trouver une solution à ce vide répressif.

Il est bien évident que le régime de Vichy fait partie du passé, et plus encore l'affreux souvenir de l'occupation nazie. Est-ce une raison pour se féliciter lourdement que les tourments actuellement réservés aux Étrangers ne soient pas de même nature et que l'on n'assassine plus, ne serait-ce que par destination ? Mais le bon peuple feint ignorer qu'il est saoulé à l'eau de Vichy. L'œil fixé sur la ligne bleue des Vosges, on l'a persuadé que nos difficultés proviennent de la présence de trop d'étrangers dans le pays. Comme l'a souhaité récemment celui qui règne à l'Élysée, il faudrait réduire les droits sociaux des Étrangers, ce qui ne pourrait que satisfaire les soudards du Front national, toujours nostalgiques du régime de Vichy...

Maurice Rajsfus

P.-S. Quel que soit le tueur qui a opéré à Montauban et à Toulouse, ces derniers jours, qu'il s'agisse d'un islamiste ou d'un raciste bien français, conscient de ses actes, comment ne pas s'interroger sur les retombées possibles de la surenchère xénophobe – et raciste – à laquelle se sont livrés l'UMP et le Front national, au cours de ces dernières semaines. La stigmatisation de l'étranger (bronzé), conduite au travers du débat sur la viande hallal, mais surtout avec la volonté de rendre la France plus blanche, n'est pas étrangère au passage à l'acte de l'assassin. Suite au drame qui vient de frapper plusieurs familles, il y aurait eu la manifestation d'un semblant d'unité nationale, mais les mauvaises manières sont loin d'avoir disparu. Le feu du nationalisme imbécile et pervers n'est pas encore éteint.

---

1. Aux éditions Paris Méditerranée, 1999. (Ndr.)

Espagne

Terre et liberté !

Le SOC-SAT[1] **se rappelle** à notre souvenir. Nous avons déjà eu l'occasion de vous parler à plusieurs reprises de ce syndicat dans *Le Monde libertaire*[2]. Rappelons quand même son origine : créé en 1976, un an après la mort de Franco, avec au départ des liens avec le Parti du travail d'Espagne (maoïste), il va adopter une pratique d'action directe qui l'a rapidement rattaché à la tradition anarchiste des paysans andalous. Son opposition aux élections syndicales n'est pas une opposition de principe comme celle d'une partie du mouvement anarcho-syndicaliste espagnol (CNT), mais un rejet des élections syndicales sous leur forme actuelle. Le SOC développe aussi une thématique indépendantiste andalouse mais en s'inscrivant dans un combat internationaliste (nombreux contacts avec des organisations alternatives hors d'Espagne, par exemple en France avec la communauté de Longo Maï dans les Alpes de Haute-Provence). Il s'adresse principalement aux journaliers et ouvriers agricoles ; son programme de réforme agraire voté à son troisième congrès (1983) précisait : « *Notre philosophie peut se résumer de la façon suivante : la terre, comme l'air et l'eau, est un don de la nature que personne ne peut s'approprier pour son profit individuel ou pour son enrichissement privé. La terre est un bien public, propriété du peuple, qui doit être à l'usage et à la jouissance de ceux qui y vivent et qui la travaillent. Si alors la terre n'est à personne, la propriété de la terre est un vol. C'est pour cela que nous demandons l'expropriation sans indemnisation.* » Ses militants se sont largement investis dans la défense des travailleurs saisonniers immigrés de la région d'Almería (principalement marocains, d'Afrique subsaharienne, voire d'Europe de l'Est). Ils ne se bornent pas à « négocier », mais n'hésitent pas à avoir régulièrement recours à l'action directe.

Ils le démontrent une fois de plus : le 4 mars, cinq cents d'entre eux ont envahi la *finca* (propriété agricole) Somonte de Palma del Río (province de Cordoue). Ce domaine de 400 hectares fait partie d'un ensemble de 20 000 hectares appartenant à la *Junta de Andalucía* (gouvernement autonome d'Andalousie). Laquelle *Junta*, actuellement dirigée par les socialistes, avait prévu de vendre aux enchères ces 20 000 hectares. Palma del Río comptant 1 700 chômeurs, on se demande qui aurait bien pu acheter le moindre hectare ?

Une délégation du SOC, accompagnée d'un millier d'adhérents, s'est déjà rendue deux fois à Séville, au département de

l'Agriculture, pour demander l'annulation de cette vente aux enchères. Pas de réponse pour le moment ; à l'heure où paraîtra cet article, de nouvelles élections auront eu lieu pour désigner le nouveau gouvernement andalou (25 mars). Mais en attendant, pour les ouvriers agricoles le problème est simple : « *La terre est un droit du peuple, pas une marchandise.* »

Donc occupation et installation dans la *finca* de journaliers qui ont immédiatement commencé à travailler la terre, aidés par d'autres ouvriers agricoles venus les rejoindre de toute la région. Premier objectif : l'autoconsommation et le ravitaillement de la commune. À noter que le travail s'effectue manuellement sans avoir recours aux méthodes de l'agriculture intensive. Les uns ont fourni les outils, les autres les semences, les plants…

Des habitations ont été aménagées pour loger celles et ceux qui occupent. À cet effet un électricien et un plombier du village ont proposé bénévolement leurs services. La communauté a commencé immédiatement à fonctionner de manière collective : assemblée générale quotidienne pour les prises de décisions et le fonctionnement des différentes commissions créées (repas, nettoyage, communication avec les médias, logistique, organisation du travail de la terre, etc.).

Second objectif : créer à terme une coopérative non de salariés, mais de « résistance » pour assurer les besoins de ceux qui dans la région sont frappés par la crise. Du coup les soutiens affluent : syndicats, écologistes, associations pour une agriculture bio, et même certains groupes urbains…

Déjà après la mort de Franco en 1975, puis avec sa légalisation un an après, le SOC avait lancé les premières occupations de terres depuis la Guerre civile. En 1985, à la suite d'autres occupations de terres, la répression avait été brutale et des centaines de journaliers avaient été inculpés et déférés devant les tribunaux. Pour les aider, une campagne de solidarité internationale avait été lancée. C'est le Comité européen de défense des réfugiés et immigrés (Cedri), précurseur du Forum civique européen, créé surtout par Longo Maï, qui a mené cette campagne[3].

Pour le moment, les autorités ne réagissent pas, en raison toujours des prochaines élections régionales du 25 mars : les socialistes ne veulent pas faire trop de vagues, le risque de perdre une des rares régions qu'ils gouvernent encore est trop grand.

Nous l'avons déjà évoqué dans *Le Monde libertaire*, dans une Espagne durement frappée par la crise, toutes les solutions à caractère collectiviste suscitent l'intérêt de la population : les expulsions orchestrées par les banques pour non-paiement des traites a engendré de nombreuses occupations d'immeubles désaffectés, à la campagne ce sont les terres abandonnées qui sont occupées et de nouveau cultivées par des journaliers agricoles[4]. Etc. Il flotte comme un parfum de collectivisation. Les occupants de la *finca* Somonte l'ont bien compris, eux qui affirment dans leur premier communiqué du 4 mars 2012 : « *Cette action devrait être le début de la révolution agraire qui, en cette période de chômage, de pénurie et d'escroquerie néolibérale, nous manque tant. Aujourd'hui, toute alternative pour survivre avec dignité doit passer par la lutte pour la terre, l'agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire…* »

Ramon

1. SOC : Syndicat des ouvriers agricoles ; SAT : Syndicat andalou des travailleurs. (Les deux syndicats ont fusionné.)
2. Voir notamment les *Monde libertaire* n° 1633 et 1635.
3. Nicholas Bell pour le Forum civique européen.
4. Pour plus d'information, on peut consulter : lavoiedujaguar. net/Tierra-y-libertad-en-Andalousie (en français), ou sindicatoandaluz.org (en espagnol).

AGENDA

Jeudi 29 mars

Merlieux (02)

De 18 heures à 21 heures, le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste recevra à la Bibliothèque sociale Evelyn Mesquida et Serge Utgé Royo pour l'ouvrage *La Nueve, ces républicains espagnols qui ont libéré Paris* (Cherche-Midi, 2011). Entrée libre et gratuite. Table de presse. Apéro dînatoire, Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles.

Vendredi 30 mars

Besançon (25)

20 h 30. Le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste vous invite pour une réunion-débat sur les raisons de l'anti-électoralisme. À la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Paris XIe

19 h 30. Les soirées vidéo de la librairie du monde libertaire. Projection-débat du film *Kashima paradise* de Yann Le Masson, Bénie Deswarte 1973, France, 105 minutes, 16 mm & 35 mm. Ce film dénonce les violents affrontements entre les forces de l'ordre et les paysans japonais qui refusent de vendre leurs terres au profit de l'expansion économique du pays. Entrée libre. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, métro Oberkampf, Filles-du-Calvaire.

Samedi 31 mars

Rouen (76)

14 h 30. Vidéo-débat (avec la participation du DAL) autour du film de Christophe Coello *Squat la ville est à nous*. Entrée libre. Librairie L'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Saint-Gobain (02)

Du 31 mars au 1er avril. Deuxième édition du Festival du documentaire politique et social Bobines Rebelles au cinéma l'Ermitage, 6, rue Simon. Au programme, 9 films et 5 débats autour des thèmes de la mondialisation de l'agriculture, de l'anarchisme en actes et de la critique des médias, + un clin d'œil pour les 50 ans de l'Union Pacifiste. Projection en avant deuxième mondiale, du dernier film de Pierre Carles *Juppé, DSK, Hollande, etc.* en présence de Julien Brygo co-réalisateur du film. Participeront également au Festival, Bernard Baissat (réalisateur), Pierre Rimbert (journaliste au *Monde Diplomatique*) et des représentants d'alternatives en actes. Le programme en détails : kropotkine. cybertaria. org/spip. php ? article 53 Entrée à prix libre, repas où l'on partagera ce que chacun apportera, (sandwiches pour les feignasses). Buvette et tables de presse.

Vendredi 6 avril

Limoges (87)

20 heures. Conférence-débat sur le mandat impératif (une révolution dans les élections) avec Pierre-Henri Zaidman, maître de conférences à l'université de Paris-Descartes. Organisé par le Cira-Limousin, avec le soutien du groupe libertaire limougeaud Le Cri du Peuple, à l'auditorium de la Bibliothèque francophone multimédia, 2 place Aimé-Césaire.

Saint-Denis (93)

19 h 30 La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Le Docu-Club, Projection à prix libre. *Au prix du gaz* de Karel Pairemaure, France, 2005, 1 h 25. Juillet 2009. Châtellerault. L'usine de sous-traitance automobile New Fabris vient d'être mise en liquidation judiciaire. Les ouvriers occupent l'usine. Les bouteilles de gaz sont dans l'usine. Tout est prévu pour que ça saute en l'absence d'accord… Rage et reconstruction… Au local de la Dionyversité, 4, Place Paul Langevin à Saint-Denis. Métro ligne 13, Station Basilique de Saint-Denis. Entrée libre. Contact : cira-limousin@free.fr

Salon du livre libertaire

Vendredi 11 mai
de 14 heures à 21 heures
Samedi 12 mai
de 10 heures à 20 heures
Dimanche 13 mai
de 10 heures à 16 heures

Salon du livre libertaire organisé par La librairie du Monde libertaire et Radio libertaire. On pourra y rencontrer une centaine d'éditeurs et autant d'auteurs. Au programme également : des débats, des expositions, des lectures, des animations et un pays invité : la Suisse.
Adresse : Espace d'animations des Blancs Manteaux, 48, rue Vieille-du-Temple. L'entrée est à prix libre.
Renseignements :
Salon du livre libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.
Tél. : 01 48 05 34 08.
Courriel : livrelibertaire2012 @ sfr. fr.
Sur internet :
http://salonlivrelibertaire.radio-libertaire.org/

COMMENT DIFFUSER *LE MONDE LIBERTAIRE* GRATUIT ?

Si vous souhaitez devenir diffuseur de ce Monde libertaire gratuit, à parution hebdomadaire, il vous suffit d'indiquer les quantités souhaitées à : administration-ml@federation-anarchiste.org et ce sera avec plaisir que nous vous enverrons les journaux à l'adresse que vous indiquerez (50 exemplaires minimum par commande).

QUI SOMMES-NOUS ?

La Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste est un groupement de militants politiques organisé sur le principe du libre fédéralisme (c'est-à-dire la libre association) garantissant aux groupes et aux individus qui la composent la plus grande autonomie afin de permettre le pluralisme des idées et des actions, dans le cadre d'un pacte associatif que nous appelons nos « principes de base » (disponibles sur demande). C'est notre outil de lutte qui doit être fonctionnel et rationnel. Nous rejetons en effet tout fétichisme d'organisation. Pas de hiérarchie, donc pas de chefs chez nous ! C'est à tous les militants et militantes qu'il appartient de faire progresser leur organisation. Nous ne reconnaissons pas la division dirigeants/exécutants, la participation effective des militants et militantes aux structures collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité. Ces structures fédérales sont : le *Monde libertaire* hebdomadaire, Radio libertaire, hier parisienne, aujourd'hui planétaire, et la librairie du Monde libertaire, à Paris également. En dehors de ces œuvres fédérales, les groupes ont aussi des locaux, souvent des librairies, éditent des revues, menant ainsi leur propre activité au niveau local.

Les buts de la FA

Nous sommes pour une révolution radicale et globale, à la fois économique, sociale et politique ; pour détruire la société fondée sur la propriété privée ou étatique des moyens de production et de consommation ; pour la suppression de toutes les formes d'exploitation, de hiérarchie, d'autorité. Cette phase de destruction est nécessaire et c'est sans doute pour cela que certains ne voient ou ne veulent voir les anarchistes que comme des partisans fanatiques du désordre. Qu'ils regardent autour d'eux et qu'ils nous expliquent comment faire pire !

Les anarchistes sont, au contraire, partisans d'une société organisée d'une manière beaucoup plus rationnelle et logique que la jungle capitaliste ou les dictatures marxistes-léninistes. Il s'agit, dans le cadre d'une société libertaire, non pas de gouverner les hommes mais d'administrer les choses au profit de la collectivité tout entière. Nous voulons construire une société libre sans classes ni État, sans patrie ni frontières, avec comme objectifs : l'émancipation des individus ; l'égalité sociale, économique et politique ; la liberté de création ; la justice ; l'éducation libertaire et permanente ; l'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs (autogestion) ; la démocratie directe ; une économie tournée vers la satisfaction des besoins ; l'abolition du salariat ; l'écologie ; la libre union des individus ou des populations ; la liberté d'expression ; la libre circulation des individus. Voilà en quelques lignes un aperçu de ce que veulent construire les militants et militantes de la Fédération anarchiste. Rendre possible l'édification d'un ordre social fondé sur l'entraide, la solidarité, sur le respect absolu de l'intégrité physique et morale de l'individu, voilà l'idéal qui nous anime et que nous souhaitons partager avec le plus grand nombre pour un monde meilleur.

Le Monde libertaire en kiosque cette semaine

Pour trouver un point de vente,
rendez-vous sur www.trouverlapresse.com

LE MONDE LIBERTAIRE

Chaque semaine, 24 pages d'informations, d'analyses et de points de vue libertaires chez vous… c'est possible !

ABONNEZ-VOUS !

Offre (re)découverte

4 mois, 16 n^os^ pour 20 € seulement

Soutenez la presse libre et anarchiste !

Toutes nos formules d'abonnement sont consultables sur www.monde-libertaire.fr

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
Le Monde libertaire — 145, rue Amelot — 75011 Paris

Nom ______________ Pr nom ______________

Adresse ______________________________

Code postal ______ Ville ______________________

Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris) – Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – EDRB.
Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.